

VIVE LA GRÈVE À BAS LE GOUVERNEMENT

« Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. [...] Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil de la Résistance ! Le gouvernement s'y emploie. »

Denis Kessler, ex-n°2 du MEDEF, 12 octobre 2007

L'offensive patronale et gouvernementale ne font plus qu'une : rappelons que Guillaume Sarkozy a notamment été écarté de la présidence du MEDEF afin que l'alliance des patrons et des politiques - le **gouvernement** - ne soit pas trop criante. À ce titre, les attaques contre nos droits sociaux sont porteuses d'un projet de société plus vaste, qui vise à inféoder les individus aux nécessités des entreprises. En sa limite, ce projet, véritable contre-utopie réactionnaire, ferait de chacun-e de nous une petite entreprise à lui tout seul, risquant chaque jour sa force de travail sur un marché tout puissant impliquant qu'aucune garantie sociale, sanitaire ou écologique n'auraient encore de sens.

La **réforme des régimes spéciaux de retraite** ne vise pas à établir une pseudo-égalité (sinon pourquoi les députés y échapperaient-ils ?), mais bien à ouvrir la voie aux 42 annuités pour tout le monde (chantier prévu par le gouvernement pour 2008). Quel est le but d'une telle réforme, si ce n'est précariser, puisque l'on sait que les entreprises licencient les salarié-e-s de plus de cinquante ans à tour de bras ?

L'**instauration d'un service minimum dans les transports** a pour objectif de casser les lieux de contestation les plus stratégiques, ceux qui pèsent fortement lors de conflits sociaux. Plus globalement, c'est l'idée même de conflit social que le gouvernement cherche à faire oublier. Pourtant, il est indispensable que les luttes qui opposent celles et ceux qui travaillent à ceux qui dirigent puissent paralyser la production et les flux de marchandise afin de peser économiquement et politiquement.

La **casse de la fonction publique et du fonctionariat** (exceptées la police et l'armée...) vise à niveler par le bas les droits sociaux acquis de haute lutte au cours du XX^e siècle et à saborder des pans entiers du service public afin de les supprimer ou de les revendre au privé.

La **privatisation des universités** prétend inféoder les connaissances au profit des entreprises. Sous couvert d'adaptation aux lois prétendument « naturelles » et immuables du marché, il faudrait que l'ensemble du savoir produit par l'humanité permette de multiplier les bénéfices du patronat.

Les **attaques multipliées sur le CDI** (CNE, CPE, etc.) ont pour ligne d'horizon l'instauration d'un contrat unique, sur le modèle américain dont M. Sarkozy fait régulièrement l'éloge, un contrat dit « **at will** », c'est-à-dire selon la volonté - de l'employeur et non du salarié bien sûr.

La lutte des classes serait terminée, renvoyée aux poubelles de l'histoire. Pourtant, le **gouvernement** la pratique chaque jour : sans-papiers, précaires et chômeurs-euses la subissent au quotidien. Celles et ceux qui s'opposent au patronat et à la grande industrie seraient des réactionnaires, qui n'ont pas conscience que « l'on a pas le choix, qu'il faut toujours aller de l'avant, ne pas être

à la traîne du Progrès, du marché ou des autres pays ». Mais aujourd'hui, le changement permanent et la précarisation sont des armes aux mains des classes dominantes, qui nient la possibilité même d'une voie autre que celle de l'ultra-capitalisme. Rappelons qu'au cours des trois derniers siècles, les réactionnaires étaient précisément ceux qui prétendaient qu'il était impossible de changer le cours des choses, et qu'on ne pouvait pas transformer la société afin de diminuer les inégalités et les privilèges.

Pourquoi ne serait-il plus possible, en 2007, de financer les retraites, la sécurité sociale, etc. alors que le PIB a été multiplié par quatre depuis 1960 ? En réalité, les inégalités sociales se creusent davantage chaque année, et M. Sarkozy décide donc de s'augmenter de 140 %.

La **grève au sein des transports est primordiale**, elle peut donner la force nécessaire pour impulser un mouvement de lutte visant à saper les assises de la contre-utopie réactionnaire du **gouvernement**. C'est d'un rapport de forces concret à construire qu'il est question présentement. À l'inverse de ce que nous serinent les médias, bon nombre d'usagers partagent les inquiétudes des cheminots et des fonctionnaires. Cette lutte n'est pas seulement la leur, et de son succès dépendra la capacité de tous les travailleurs-euses à résister à l'offensive gouvernementale : il faut donc leur manifester un soutien actif par tous les moyens, en tant qu'usager-e-s, salarié-e-s, étudiant-e-s, grévistes. À l'heure où la sous-traitance et l'individualisation des

rapports de force au sein des entreprises menacent l'efficacité de grèves parcellaires, **les cheminots ne peuvent et ne doivent pas rester seuls dans la lutte**, s'il est question de faire échec à la politique gouvernementale dans son ensemble.

Face à l'offensive violente du **gouvernement**, qui s'attaque à tous les fronts afin de diviser la résistance, **il faut mutualiser les luttes, coordonner les actions et unifier les affrontements**. À l'heure où cheminots, étudiant-e-s, sans-papiers, fonctionnaires et personnel médical se mobilisent, l'organisation de fronts de luttes interprofessionnels est plus que jamais nécessaire.

TRAVAILLEURS ET PRÉCAIRES, FONCTIONNAIRES ET SALARIÉ-E-S DU PRIVÉ, CHEMINOTS ET USAGERS DES TRANSPORTS, RÉINVENTONS LA SOLIDARITÉ, DANS LA LUTTE, ET AU QUOTIDIEN.

REPRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN, LA GRÈVE GÉNÉRALE N'EST PEUT-ÊTRE PAS LOIN.

Offensive libertaire et sociale

21^{ème} rue Voltaire 75011 Paris | ols@no-log.org

Organisation communiste libertaire

Égrégore BP1213 - 51058 Reims Cedex | oclibertaire@hotmail.com

